



Quelques repérés historiques...

1954 est déclenchée en Algérie la « Toussaint Rouge », la lutte armée pour l'indépendance sous l'impulsion du FLN (Front de libération Nationale).

1958 alors qu'on dénombre en Algérie, dans le cadre des « opérations militaire de pacification », des milliers de morts du côté des soldats français et des dizaines de milliers - en fait au moins 150 000 sinon 200 000 - morts algériens, le FLN décide d'élargir la lutte anticoloniale en métropole.

1961 est une année critique, avec l'intensification des attentats et assassinats perpétrés par l'OAS (Organisation Armée Secrète, d'extrême-droite, pour l'Algérie « française »), et la riposte du FLN, notamment en direction de la police parisienne.

Dans un contexte tendu, des négociations entre le Front de Libération Nationale algérien (FLN) et le gouvernement français se sont ouvertes le 20 mai 1961. De Gaulle veut imposer une indépendance sans le Sahara pour garder les gisements de pétrole découverts et continuer les premiers essais nucléaires. Le FLN refuse. Les négociations sont interrompues le 13 juin 1961 par l'État français qui veut revenir en situation de force. Il reprend alors la répression contre les algériens de France, le FLN recommence les attentats qu'il avait arrêté en août 1961.

Le FLN appelle ses compatriotes à une manifestation pacifique le 17 octobre 1961 dans les rues de Paris. D'une part pour dénoncer le couvre-feu raciste imposé par le préfet Maurice Papon quelques jours plus tôt aux Algériens et par extension à tous les Maghrébins : obligation d'être sans cesse isolé, interdiction aux travailleurs algériens de sortir de 20h30 à 5h30, fermeture des cafés tenus par des musulmans à 19h etc. Rappelons que ceux-ci sont majoritairement confinés dans des bidonvilles insalubres de l'agglomération parisienne. D'autre part, il s'agit également de prouver que l'immigration soutient massivement l'indépendance de l'Algérie.

La manifestation est préparée secrètement. En fin d'après-midi des dizaines de milliers de



manifestants envahissent les grands axes de la capitale. Trois cortèges partent de l'Étoile, du Boulevard Saint-Michel et des grands boulevards. Les manifestants sont sans armes et en famille, ont mis leurs « habits du dimanche » conformément aux consignes du FLN. Ils sont au total près de 50 000 à commencer leur manifestation pacifique. Les femmes lancent des youyous et les hommes crient des slogans : Indépendance ; Algérie algérienne, Tahia Djazair, vive le FLN, etc.

La police reçoit l'ordre de tirer et un véritable massacre commence. Certains sont jetés dans la Seine. Grâce aux travaux de Jean Luc Einaudi* nous avons que ce sont plus de deux cents personnes qui sont assassinées le 17 octobre et les jours suivants alors que la version officielle du gouvernement français n'en reconnaît que « deux ». L'État procède à un internement de masse des manifestant.e.s. Le 17 octobre, 11 518 personnes sont internées et 1856 supplémentaires le lendemain. Les centres d'internements sont des lieux de torture, qui feront de nombreux morts en particulier dans la cour de la préfecture de police et au centre d'identification de Vincennes.

Ce massacre d'État n'est toujours pas reconnu comme tel. De même, la thèse faisant de Papon le seul responsable est scandaleuse. Un tel crime de masse n'a pu être effectué qu'avec l'aval des plus hautes autorités de l'État, c'est-à-dire de De Gaulle.

Proposition mémorielle: rappeler à la mémoire pour exiger la pleine reconnaissance officielle



Le Collectif isérois 17 Octobre 1961**, a été créé pour rappeler constamment à la mémoire collective cet épisode sanglant de l'histoire coloniale française et exiger la vérité et la pleine reconnaissance officielle de ce massacre comme crime d'État.

Suite à la mobilisation du collectif, une plaque a été inaugurée officiellement place Edmond Arnaud, le 17 octobre 2016 avec discours et dépôt de gerbes. Sur la plaque, il est inscrit :

Le 17 octobre 1961, alors qu'ils manifestaient pacifiquement pour le droit à l'indépendance de leur pays et la fin d'un couvre-feu discriminatoire, de très nombreux Algériens et Algériennes furent massacrés à Paris et jetés dans la Seine. Chaque 17 octobre, en ces lieux, des Grenoblois et des Grenobloises se rassemblent pour honorer leur mémoire.



*Jean-Luc Einaudi, La Bataille de Paris : 7 octobre 1961, Le Seuil, Paris, 1991.

** Le « Collectif Isérois 17 Octobre 1961 » est composé des associations suivantes : Algérie au Cœur, Amal, Association Amazigh, Association des pieds Noirs Progressistes et de leurs amis, Association de solidarité des Algériens en Isère (ASALI), Association franco-algérienne Isère (AFAI), Centre d'Information Inter-Peuples, Comité de Soutien aux Réfugiés Algériens, Coup de Soleil en Rhône-Alpes, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Observatoire des Discriminations et des Territoires Interculturels (ODTI), Ras l'Front Isère

Pour approfondir une bibliographie complète [ici](#)

Une chrono-cartographie du massacre dans la revue Vacarme [ici](#)

Article très largement inspiré des collectifs:

[Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires 59/62](#)

[CIIP, Centre d'Information Inter peuples \(Grenoble\)](#)

[Facebook](#)